

Notre-Dame-des-Landes : l'ex-ZAD gangrenée par une «nouvelle génération» de militants

Par **Simon Cherner**

Publié le 20/12/2023 à 17:28,

Mis à jour le 20/12/2023 à 17:44



Les élus de Notre-Dame-des-Landes et de la commune voisine de Vigneux-de-Bretagne se sont rendus mardi au ministère de l'Intérieur, à Paris, afin de faire un point sur l'augmentation des troubles sur l'ancienne ZAD. *Thibault Dumas / Le Figaro*

Cinq ans après la dézadification du site, l'afflux de nouveaux activistes a relancé les nuisances, les dégradations et le sentiment d'insécurité dans la commune.

Le Figaro Nantes

Des braises agitées dansent sur le volcan éteint de Notre-Dame-des-Landes. Cinq ans après l'évacuation tumultueuse de la «zone à défendre» (ZAD) établie sur les champs de la commune, des îlots de désordre et de non-droit empoisonnent à nouveau le quotidien des riverains de cette commune au nord de Nantes. Habitats sauvages, rave parties à répétition, dégradations de biens publics, raccordements sauvages aux câbles électriques et autres décharges à ciel ouvert fleurissent désormais à Notre-Dame-des-Landes et en bordure de la commune voisine de Vigneux-de-Bretagne. Les élus concernés sonnent l'alerte : doucement, mais sûrement, les zadistes font leur retour.

Après neuf mois de relances et de négociations, les maires de Notre-Dame-des-Landes et de Vigneux, Jean-Paul Naud et Gwënola Franco, ont été reçus à ce sujet mardi 19 décembre place Beauvau. Accompagnés de la sénatrice Les Républicains de Loire-Atlantique Laurence Garnier, les élus ont présenté aux hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur un tableau préoccupant de la situation sur le site de l'ancienne ZAD de 1650 hectares.



Une nouvelle génération de zadistes s'implante sur place et cherche à faire déguerpir ceux qui ont osé rentrer dans le rang

Une source proche du dossier

«Les maires se sentent seuls et abandonnés, raconte une source proche du dossier. Ils font face à une nouvelle génération de zadistes qui s'implante sur place et qui cherche à faire déguerpir ceux qui ont osé rentrer dans le rang. On parle de 150 militants en hiver, et jusqu'à 500 personnes en été».

La persistance de marginaux violents empêcherait notamment la désinstallation des dépôts sauvages sur les communes concernées. *«Les agents municipaux prennent peur et n'osent pas s'approcher de ces décharges illégales en raison des personnes agressives qui rôdent autour»*, note pour *Le Figaro* une personne qui a assisté à la réunion.

Le retour de la peur

Ailleurs, des abribus flambant neufs ont été presque aussitôt recouverts de tags zadistes, au grand agacement des pouvoirs publics. Le maire de Notre-Dame-des-Landes a ainsi dénoncé la présence d'individus qui *«s'exonèrent des règles de droit commun»*, dans un communiqué diffusé mardi soir. *«Navrés de la situation»*, les interlocuteurs du ministère de l'Intérieur se sont engagés à revoir les élus début 2024.

Depuis l'évacuation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, en avril 2018, quelque 150 anciens zadistes continuent de vivre sur place, la majorité dans le cadre de baux signés avec le département de Loire-Atlantique, propriétaire des terrains. Mais pas tous. Des militants du mouvement Les Soulèvements de la Terre y ont implanté leur camp de base. Entre autres. En janvier, un riverain de la commune témoignait au Figaro que, sur l'un des lieux-dits concernés, les nouveaux habitants doivent cohabiter avec *«un groupe d'une quinzaine de personnes errantes, qui refusent de couper la moindre branche. Des écorchés de la vie qui voudraient être cachés dans la jungle»*. Depuis, la jungle s'est repeuplée.

[La rédaction vous conseille](#)

- **Mort de Steve Maia Caniço à Nantes : un commissaire renvoyé devant le tribunal correctionnel**
- **Nantes : 6 mois de prison ferme pour un homme qui a braqué une arme sur deux policiers**
- **«Les habitants de nos communes ont peur» : l'exaspération des maires face à la multiplication des ZAD**

Sujets

- ZAD
- Notre-Dame-des-Landes